

avait rassurées. En flattant habilement le prince de Metternich, en se montrant plein de déférence pour ses conseils qu'il traitait, dans l'intimité, de « galimatias judiciaires (2) », il avait amené le cabinet autrichien à prendre, vis à vis de la France, une position presque sympathique.

L'intérêt poussait également la cour de Vienne à se rapprocher de la France. L'Autriche s'apercevait que la Prusse prétendait la remplacer à la tête de l'Allemagne, et elle espérait trouver dans la France une alliée contre cette nouvelle puissance.

Une occasion se présenta bientôt de mettre à profit ce rapprochement. Les radicaux, en Suisse, entendaient imposer aux petits cantons, comme ils l'avaient déjà imposée aux grands, leur politique irrégulière ; les petits cantons résistèrent et, pour défendre l'indépendance que leur garantissait la Constitution, formèrent une ligue restreinte, le *Sonderbund*. Ils avaient le droit pour eux, et l'Autriche serait intervenue volontiers pour les soutenir ; elle ne voulait pas cependant le faire sans la France ; mais en France on craignait qu'une intervention ne soulevât ce qu'on appelait les partis avancés. L'Angleterre, d'ailleurs, ou plutôt Palmerston, tout en feignant de vouloir s'entendre avec les autres États, soutenait secrètement à Berne comme partout ailleurs, les révolutionnaires. La guerre éclata au moment où les Puissances garantes de la neutralité de la Suisse allaient intervenir. Palmerston avait averti les radicaux des intentions de l'Europe et leur avait conseillé d'en finir vite : le *Sonderbund* fut écrasé.

---

(2) P. 156.